Négociations sous pressions à La Réunion

samedi 28 mars 2009, par SORET Eric (Date de rédaction antérieure : 24 mars 2009).

L'île de la Réunion a connu, le 19 mars, une nouvelle journée de grève massive. Eric Soret, enseignant, est syndicaliste à la FSU et militant du NPA réunionnais.

Après le succès de la troisième grève générale, le 19 mars, où en est le mouvement ?

Notre mobilisation a commencé le 5 février. En un mois, nous avons réussi trois grèves générales massives, le 5 mars, avec 30000 grévistes, le 10 mars, avec 10000 grévistes, et le 19 mars, avec 8000 à 10000 grévistes. Nous sommes aujourd'hui à un moment charnière. La plateforme du Collectif des organisations syndicales, politiques et associatives de la Réunion (Cospar) comporte 62 revendications relatives à de nombreux domaines. La bataille essentielle porte sur l'augmentation de 200 euros des bas salaires, des minima sociaux, des bourses d'étudiants et des petites retraites ainsi que sur la réduction de 20% de 500 produits de consommation courante. Nous demandons aussi la baisse de l'essence (de 10 centimes) et du gaz (5 euros) ainsi que le gel des loyers des logements sociaux et l'augmentation de l'allocation logement. Aujourd'hui, des avancées ont été arrachées grâce aux mobilisations massives, mais elles restent insuffisantes et aucun accord n'a encore été signé.

Quels sont les points de blocage dans les négociations ?

Les discussions entre le Cospar et la préfecture sur la question des prix ont repris lundi 23 mars. Sur les salaires, le pouvoir nous propose un montage financier dans lequel l'Etat verserait 100 euros et le patronat une prime de 1,6 euro par jour, soit 50 euros par mois. Il manque donc 50 euros pour arriver à 200. Les accords Bino, signés en Guadeloupe, ne sont pas transposables à la Réunion car, ici, les collectivités territoriales ne veulent pas participer au montage financier. Nous nous battons aussi pour que l'accord sur les salaires soit pérenne au-delà de trois ans. Nous demandons que la part patronale vienne remplacer la part de l'Etat au bout de trois ans pour que ces augmentations correspondent totalement à des augmentations de salaire.

Le préfet estime que l'effort de l'Etat, 100 millions sur les bas salaires, est déjà « un beau cadeau ». Il n'est pourtant que la traduction à la Réunion de l'application du RSA partout en France. La responsabilité de l'Etat est totalement engagée sur la question des minima sociaux et les réponses apportées sont aujourd'hui insuffisantes : 31000 petites retraites, 68000 Rmistes, 13000 parents isolés, 8500 handicapés attendent que leur situation s'améliore dès maintenant. En ce qui concerne la baisse des prix, la grande distribution fait tout pour faire traîner les négociations. Leur dernière proposition est une liste de 80 produits avec des réductions allant de 5 à 14%. Nous sommes loin de notre demande de 20% sur 500 produits et nous avons donc décidé de continuer nos opérations coup-de-poing contre les grandes surfaces et de consulter les Réunionnais sur la liste des produits à baisser. Pour donner une idée des profits des grandes distributions et des gros importateurs, il faut savoir, par exemple, qu'un petit pot alimentaire pour bébé coûte à la Réunion deux fois plus cher

qu’en métropole.

Ces revendications correspondent à une situation sociale profondément dégradée. Aucun autre département français ne compte autant de chômeurs, de Rmistes, de bénéficiaires de la CMU, de jeunes sur le carreau et de personnes âgées sans ressources. Si la Corrèze ou les Midi-Pyrénées étaient dans notre cas, un plan national de sauvetage aurait été décidé comme pour le nord de la France au moment de la crise de la sidérurgie. La misère serait-elle moins pénible au soleil ?

Quelles sont les perspectives et les actions envisagées ?

La venue du Premier ministre, François Fillon, à la Réunion, dans le cadre des états généraux de l’Outre-mer sera évidemment un temps fort en ligne de mire de notre mobilisation. Nous mettons actuellement en place des comités locaux du Cospar pour être au plus près de la population. Mais nous avons aussi conscience de ne pas être, du point de vue du niveau de la mobilisation, dans la même problématique que la Guadeloupe. Nous partons des mesures d’urgence, qui sont très bien soutenues dans un pays où 52% de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté, deux habitants sur dix perçoivent le RMI et où le chômage touche 33% de la population active. La population attend des réponses concrètes. Si l’Etat et les patrons s’y refusent, il ne nous reste que la rue, la grève et, pour certains, la révolte. L’unité et la détermination du Cospar sont intactes.